

**ÉTUDE DES CRÉDITS
2009-2010**

**RÉPONSES AUX DEMANDES DE
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**



voir
composer
réussir imaginer
respecter créer
penser se souvenir
applaudir

Volet Condition féminine

**Culture,
Communications et
Condition féminine**

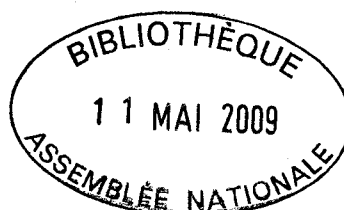
Québec 

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 2- Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires signés par la ministre de la Culture et des Communications en 2008-2009.
- 3- Liste des comités interministériels et impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé en 2008-2009 et les résultats atteints.
- 5- Liste des programmes d'aide financière du Ministère avec leurs objectifs et les clientèles admissibles pour 2009-2010.
- 7- Sommes accordées pour l'année 2008-2009 par région et prévisions 2009-2010 pour chacun des programmes d'aide financière du Ministère.
- 76 - Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2008-2009.
- 77 - Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :
 - a. nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents;
 - b. liste des personnes rencontrées en précisant le but de la rencontre;
 - c. frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
 - d. liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.
- 78 - Liste des effectifs en poste au Secrétariat pour les trois dernières années et prévisions des besoins d'effectifs pour 2009-2010.
- 79 - Liste des effectifs du Conseil du statut de la femme ventilés par région pour les trois dernières années et prévisions pour 2009-2010.
- 80 - Nombre total de juges au 31 mars 2009 pour chaque cour de juridiction québécoise. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le sexe des juges.
- 81 - Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels dans les instances reconnues, y compris la représentativité des femmes aux conseil régionaux de développement (avant leur abolition), aux conférences régionales des élus, dans les commissions scolaires et dans les conseils municipaux.



Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 82 - Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour 2008-2009. Cibles visées pour 2009-2010.
- 83 - Ventilation par sexe pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés et sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes pour l'année 2008-2009.
- 84 - Copie des documents relatifs à l'analyse différenciée selon les sexes et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche. Bilan détaillé des programmes gouvernementaux pour lesquels l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) s'est appliquée en 2008-2009 et résultats. Bilan détaillé des mesures pour lesquelles s'est appliquée l'analyse différenciée selon les sexes. Résultats de cette analyse.
- 85 - Copie des documents relatifs à l'approche intégrée de l'égalité (AIE) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche.
- 86 - Copie des documents relatifs à la violence conjugale produits en 2008-2009 et bilan détaillé par catégorie d'action des dépenses liées au Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale. Dépenses en publicité sur la violence conjugale pour 2008-2009, prévisions pour 2009-2010 et nom de la publicité.
- 87 - Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.
- 88 - Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des CAVAC pour l'année 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.
- 89 - Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle : bilan des travaux effectués en 2008-2009. Indiquer les sommes rattachées à l'application de ces orientations, le bilan des mesures mises en place de même que les prévisions financières pour 2009-2010 réservées à cette fin. Travaux engagés ou à prévoir en 2009-2010 en lien avec cette politique.
- 90 - Ventilation détaillée des sommes accordées en 2008-2009 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2009-2010.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 91 - Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, de même que les critères de financement.
- 92 - Liste des maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et ventilation interrégionale, régionale et locale du budget global et alloué par établissement pour l'année 2008-2009. Ressources financières prévues pour 2009-2010. Liste, localisation et ventilation du financement accordé à tous les organismes qui ont été financés en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010. Copie des critères de financement.
- 93 - Bilan des mesures appliquées en 2008-2009 pour sensibiliser les jeunes à la violence. Ventilation des sommes accordées à cette fin et prévisions des sommes accordées pour 2009-2010.
- 94 - Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 2- Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires signés par la ministre de la Culture et des Communications en 2008-2009.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 3- Liste des comités interministériels et impliquant d'autres partenaires, leurs mandats, les membres, le budget dépensé en 2008-2009 et les résultats atteints.

- **Comité interministériel du projet mobilisateur « Le soutien à la progression des Québécoises dans les sciences et l'innovation technologique »**

Mandat : Élaboration d'un Plan d'action interministériel en vue de favoriser et de soutenir la progression des Québécoises en sciences et en technologies.

Membres : Le comité interministériel chargé d'élaborer le plan d'action *Pour la progression des Québécoises en sciences et en technologies* et le comité de suivi sont sous la coordination du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation. Ils sont composés des représentantes et des représentants d'Emploi-Québec, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère des Transports, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et du Secrétariat à la condition féminine.

Résultats : Ce comité a déposé en mai 2008 son plan d'action intitulé *Pour la progression des Québécoises en sciences et en technologies*. Le comité de suivi du plan d'action a tenu sa première rencontre le 11 décembre 2008.

Budget dépensé en 2008-2009 pour le SCF : 0 \$.

- **Groupe de travail interministériel sur l'adaptation des milieux de travail du Comité interministériel permanent des sous-ministres sur l'adaptation des politiques et des programmes au vieillissement de la population**

Mandat : Dresser un inventaire des politiques et programmes publics qui visent l'augmentation de la participation des personnes âgées sur le marché du travail, de les évaluer, de les comparer à de bonnes pratiques internationales et de proposer le cas échéant des correctifs nécessaires. S'assurer que les conditions soient réunies pour bénéficier efficacement du plein potentiel des personnes aînées sur le marché du travail.

Membres : Le groupe de travail est coordonné par le Secrétariat aux aînés. Il est composé des représentantes et des représentants de la Commission des partenaires du marché du travail, du ministère du Travail, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (SCF).

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Résultats : Le groupe de travail a terminé ses travaux en février et devra déposer ce printemps un mémoire au Comité interministériel permanent des sous-ministres sur l'adaptation des politiques et des programmes au vieillissement de la population.

Budget dépensé en 2008-2009 pour le SCF : 0 \$.

- **Groupe de travail interministériel sur les différents parcours et âges de la vie du Comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale**

Mandat : Proposer au gouvernement une stratégie visant à améliorer les conditions de vie des personnes qui se retrouvent, à une étape de leur vie, en situation de pauvreté. Il devait se pencher sur les réalités particulières, notamment des enfants, des jeunes et des aînés, en ayant comme souci premier l'équité et la continuité dans l'aide accordée aux différents groupes d'âge. De plus, le groupe devait intégrer l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) afin de tenir compte des réalités et des besoins des femmes et des hommes. Il devait également se pencher sur les meilleurs moyens pour soutenir les personnes, tant aux plans économique et professionnel qu'en matière d'insertion sociale.

Membres : Le groupe de travail était présidé par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministère de la Famille et des Aînés. Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le ministère de la Famille et des Aînés, le ministère des Finances, le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère du Travail, Emploi-Québec, le Secrétariat aux aînés, le Secrétariat à la jeunesse, le Secrétariat à la condition féminine faisaient partie de ce groupe de travail.

Résultats : L'automne 2008, le groupe de travail a déposé son rapport et soumis ses recommandations au Comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Budget dépensé en 2008-2009 pour le SCF : 0 \$.

- **Groupe de travail interministériel sur l'approche territoriale intégrée du Comité interministériel de Lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale**

Mandat : Élaborer un cahier de consultation portant sur l'intervention territoriale de lutte contre la pauvreté, soutenir les activités relatives aux consultations régionales, contribuer à dresser le bilan des consultations régionales et élaborer les propositions à soumettre au Comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en vue de l'élaboration de son prochain plan d'action gouvernemental.

Membres : Le groupe de travail est présidé par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Outre ces deux ministères, participent également aux travaux de ce groupe le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère de la

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Famille et des Aînés, le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, le ministère des Transports, le ministère des Finances, Emploi-Québec, la Société d'habitation du Québec, l'Office des personnes handicapées du Québec, le Secrétariat aux aînés, le Secrétariat à la jeunesse, le Secrétariat aux affaires autochtones, le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales et le Secrétariat à la condition féminine.

Résultats : Le groupe de travail a débuté ses travaux le 17 février 2009. Les livrables attendus sont les suivants : a) la stratégie de consultation régionale; b) le document d'appui à la consultation; c) le bilan de la consultation; d) les propositions relatives à la mise en œuvre de l'approche.

Budget dépensé en 2008-2009 pour le SCF : 0 \$.

▪ **Comité intersectoriel sur la sécurité des femmes**

Mandat : Le mandat du groupe de travail consiste d'abord à documenter et à collaborer à une meilleure compréhension des stratégies et des tactiques utilisées par certains groupes antiféministes contre des féministes, des groupes de femmes et des instances gouvernementales ainsi que parapubliques. Il s'agit également de réfléchir aux moyens possibles pour prévenir ce type de pratiques de même que pour assurer la sécurité et le maintien des activités des différentes personnes intervenantes ciblées. Le groupe de travail procédera à des recommandations en ce sens.

Le groupe de travail est présidé par le ministère de la Sécurité publique. Il est composé des personnes mandatées par le ministère de la Justice, le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (Secrétariat à la condition féminine), le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), de la Direction des poursuites criminelles et pénales et des Services policiers (SQ et SM). Les travaux de ce comité ont débuté au mois de décembre 2008. L'élaboration et la mise en œuvre des recommandations d'actions émises sont prévues pour le printemps 2009.

Budget dépensé en 2008-2009 pour le SCF : 0 \$.

▪ **Comité interministériel concernant les réalités masculines**

Mandat : Analyser et voir à l'opérationnalisation des recommandations du rapport Rondeau. Au terme de ces travaux, le comité produira un rapport et présentera des recommandations.

Le groupe de travail est présidé par le ministère de la Santé et des Services sociaux. Il est composé des personnes mandatées par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le ministère de la Famille et des Aînés, le ministère de la Justice, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, le ministère de la Sécurité publique et le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (Secrétariat à la condition féminine). Aucune date butoir n'a été avancée pour la réalisation des travaux.

Budget dépensé en 2008-2009 pour le SCF : 0 \$.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

▪ **Comité interministériel sur la diversification des choix scolaires des garçons**

Mandat : Procéder à des recommandations d'actions en vue de favoriser et de soutenir la représentation masculine dans des domaines qui affichent une sous-représentation tels que les métiers d'éducation et de soins aux personnes.

Le groupe de travail est présidé par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (Secrétariat à la condition féminine). Il est composé des personnes mandatées par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de la Famille et des Aînés, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et le Conseil permanent de la jeunesse.

Les travaux de ce comité ont notamment permis de réaliser les activités suivantes en 2008-2009 :

- une section sur les métiers non traditionnels pour les garçons a été ajoutée et des outils de sensibilisation commencent à être diffusés en direction des jeunes sur le site Internet de « Tout pour réussir » qui est produit par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- en partenariat avec le ministère de la Famille et des Aînés, un document visant à promouvoir la mixité en emploi dans les services de garde a été distribué lors d'un colloque sur l'approche « orientante » qui regroupait plus de 1200 personnes, dont des conseillères et des conseillers en orientation de même que des enseignantes et enseignants;
- un financement a été accordé à l'équipe Academos, qui offre un programme de cybermentorat aux jeunes de 3^e, 4^e et 5^e secondaire, pour qu'elle recrute des hommes oeuvrant dans des métiers non traditionnels afin qu'ils deviennent des cybermentors;
- en partenariat avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, des capsules informatives sur les métiers non traditionnels pour les garçons ont été produites et diffusées massivement, à l'hiver 2009, à travers le réseau Astral Média (ex. : Musique Plus, Radio-Énergie, Télétoon, etc.).

Budget dépensé en 2008-2009 pour le SCF : (production d'outils et financement de projets) 72 841,89 \$.

▪ **Comité interministériel sur l'action communautaire**

Mandat : Mettre en œuvre le plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire dans une démarche d'harmonisation, de cohérence et de simplification.

Le comité interministériel sur l'action communautaire est présidé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS). Il est composé des personnes mandatées par les ministères concernés par le financement de groupes communautaires.

Budget dépensé en 2008-2009 pour le SCF : 0 \$.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- **Comité interministériel sur l'analyse différenciée selon les sexes au gouvernement du Québec**

Mandat : Soutenir la réalisation des projets ADS et les équipes désignées, participer à la conception et l'implantation d'une approche gouvernementale répondant à la fois au principe de l'égalité entre les sexes et à l'amélioration des services publics à la population, participer à l'élaboration et à la mise en place d'une instrumentation pertinente pour le personnel concerné de la fonction publique et faire des recommandations au comité directeur pour faciliter l'introduction progressive de l'ADS dans les ministères et organismes ainsi que dans les instances locales et régionales.

La coordination du comité interministériel est assurée par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (SCF). Il est composé des ministères et organismes qui intègrent l'ADS au sein d'un projet ainsi que l'Institut de la statistique du Québec (ISQ)

Note : La politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*, lancée en 2006, donne un nouveau souffle à l'ADS et vise, entre autres, à ce que les organisations gouvernementales ainsi que les instances locales et régionales intègrent, dans leurs façons de faire et leurs décisions, la préoccupation de l'égalité entre les femmes et les hommes. Il est prévu d'appliquer l'ADS dans l'appareil gouvernemental à au moins quinze projets, programmes ou mesures qui ont des répercussions sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

Budget dépensé en 2008-2009 pour le SCF (somme totale dévolue à l'ADS – formation, projets, etc.) : 139 743 24 \$.

- **Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle**

Le comité interministériel est sous l'autorité du Comité des sous-ministres en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle. Une réunion statutaire du comité des sous-ministres est prévue annuellement et d'autres rencontres peuvent être convoquées au besoin.

Mandat : Coordonner le suivi de la mise en œuvre de la *Politique d'intervention en matière de violence conjugale : prévenir, dépister, contrer* et des *Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle* ainsi que des plans d'action s'y rattachant.

La coprésidence du comité interministériel est assurée par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (SCF) et le ministère de la Justice. Il est composé des représentantes et représentants des ministères suivants : ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (deux personnes), ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (une personne), ministère de la Famille et des Aînés (deux personnes), ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (une personne), ministère de la Justice (deux personnes), ministère de la Santé et des Services sociaux (deux personnes), ministère de la Sécurité publique (deux personnes), ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (SCF) (deux

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

personnes), ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (une personne) et ministère du Conseil exécutif (SAA) (une personne). À la demande du comité des sous-ministres, le comité interministériel a produit le *Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle*, rendu public le 17 avril 2008.

Le Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle comprend plusieurs sous-comités : le sous-comité conseil sur la campagne de sensibilisation à la violence conjugale, le sous-comité conseil sur la campagne de sensibilisation aux agressions sexuelles, le sous-comité de suivi de l'entente multisectorielle, le sous-comité responsable du suivi du volet autochtone du *Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale*, le sous-comité responsable du suivi du volet autochtone du *Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle* et le sous-comité sur la traite des femmes migrantes. Un tableau du mandat et de la composition de chacun de ces sous-comités est disponible en annexe.

Par ailleurs, un comité pour analyser les offres en vue de l'implantation d'une ligne de référence sans frais destinée aux victimes d'agression sexuelle (mesure 33 du *Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle*) a été mis sur pied, en janvier 2009. Il est composé des représentantes du MCCCCF (SCF), du MSSS et du MJQ.

Budget dépensé en 2008-2009 pour le SCF : (somme totale dévolue à la réalisation des campagnes de sensibilisation et à l'évaluation) 1,15 M\$.

▪ **Comité intersectoriel de coordination, d'orientation et de suivi (CICOS)**

Mandat : développer des actions intersectorielles pour améliorer la sécurité des victimes de violence conjugale.

Il s'agit d'un comité intersectoriel présidé par la maison d'hébergement La Séjournelle auquel des représentantes du Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle ont été appelés pour y siéger. Ces travaux répondent à la mesure 67 du *Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale*.

Il est composé des représentantes et représentants des ministères et organismes suivants : ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (SCF), ministère de la Justice, Commission québécoise des libérations conditionnelles, Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Service conseil des procureurs aux poursuites criminelles et pénales du Québec, Bureau du procureur des poursuites criminelles et pénales de Trois-Rivières, Direction générale des services correctionnels, Sûreté du Québec, Université de Québec à Trois-Rivières, Accord Mauricie et la maison d'hébergement La Séjournelle.

Budget dépensé en 2008-2009 pour le SCF : 0 \$.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- **Comité intersectoriel de suivi de la mise en œuvre de l'article 1974.1 du Code civil du Québec permettant la résiliation du bail résidentiel pour motifs de violence conjugale ou d'agression sexuelle**

L'article 1974.1 du Code civil du Québec permettant la résiliation du bail résidentiel pour motifs de violence conjugale ou d'agression sexuelle est entré en vigueur le 1^{er} avril 2006.

Ce comité intersectoriel présidé par le MJQ a été formé afin d'assurer l'évaluation de la mise en œuvre de cette nouvelle disposition législative qui répond à l'engagement 46 du *Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale*.

Les principaux groupes de femmes directement concernés par la violence conjugale et les agressions à caractère sexuel sont membres de ce groupe de travail ainsi que des représentantes et représentants du ministère de la Justice et du ministère de la Santé et des Services sociaux. Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine agit à titre d'expert-conseil au sein de ce comité.

Un rapport sur la mise en œuvre de l'article 1974.1 du Code civil du Québec produit par le MJQ, entre le 1^{er} avril 2006 et le 31 décembre 2007, a été déposé à l'Assemblée nationale au printemps 2008.

Budget dépensé en 2008-2009 pour le SCF : 0 \$.

- **Comité intersectoriel de rédaction du plan d'action pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées**

Mandat : Produire un plan d'action pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées.

Ce comité est présidé par le ministère de la Famille et des Aînés (MFA). Il est composé des représentantes et représentants des ministères et organismes suivants : ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (SCF), ministère de la Justice; ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, ministère du Conseil exécutif, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère de la Sécurité publique et le Curateur public.

Budget dépensé en 2008-2009 pour le SCF : 0 \$.

- **Réseau des responsables en matière d'égalité entre les femmes et les hommes**

Mandat : Conseiller les autorités afin que les ministères concernés intègrent la préoccupation du respect des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes dans leurs activités, leurs programmes et leurs services. On s'assure également de la réalisation des engagements pris par les différents ministères ou organismes dans le cadre du plan d'action gouvernemental 2007-2010.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

La coordination du réseau des responsables est assurée par le Secrétariat à la condition féminine. Le réseau est composé des représentantes et représentants de 31 ministères et organismes gouvernementaux. Les responsables du réseau sont désignés par les autorités des ministères et organismes engagés dans la progression de l'égalité entre les femmes et les hommes. Ces personnes assurent la liaison avec le SCF.

Budget dépensé en 2008-2009 pour le SCF : 0 M\$.

▪ **Groupe de travail sur l'homophobie**

Mandat : Concevoir la première politique gouvernementale de lutte contre l'homophobie sur la base du rapport de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse sur cette question déposé en 2007.

Présidé par le ministère de la Justice, le Groupe de travail sur l'homophobie regroupe les ministères de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF), de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), de la Santé et des Services sociaux (MSSS), de la Sécurité publique (MSP), de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), du Travail (MTRAV), de la Famille et des Aînés (MFA) et de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS).

Budget dépensé en 2008-2009 pour le SCF : 0 \$.

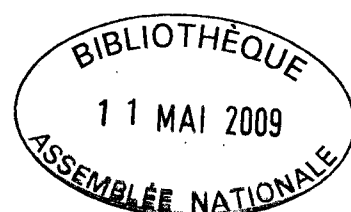
▪ **Comité interministériel sur la promotion des rapports égaux**

Mandat : Soutenir la réalisation d'outils de promotion des rapports égaux dans tous les lieux d'éducation, de la petite enfance à l'université. Assurer une coordination de la promotion des rapports égaux au sein du gouvernement.

Coordonné par le Secrétariat à la condition féminine, le comité regroupe actuellement les ministères de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), de la Famille et des Aînés (MFA). Les ministères de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et le Secrétariat à la jeunesse (SAJ) seront aussi invités à participer.

Le sous-comité concernant les services de garde réalise actuellement des groupes de discussions auprès des services de garde (éducateurs et des éducatrices, gestionnaires et parents). Ces échanges permettront, dans un premier temps, de mieux cerner les besoins quant à la promotion des rapports égaux et, dans une deuxième étape, ils contribueront à définir un projet pilote qui aura lieu dans quelques services de garde au cours de l'année 2009-2010.

Budget dépensé en 2008-2009 pour le SCF : (groupes de discussion) 59 551 \$.



Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- **Table des partenaires femmes et politique municipale**

Mandat : Établir une stratégie commune selon trois axes d'intervention visant l'information et la formation, le réseautage et le mentorat et la sensibilisation des acteurs sociaux dont les médias.

L'objectif est d'augmenter le nombre de femmes élues municipales aux élections de 2009

Coordonnée par le MAMROT elle regroupe les représentants suivants : Union des municipalités du Québec (UMQ), Fédération québécoise des municipalités (FQM) Directeur général des élections du Québec, Secrétariat à la condition féminine, Conseil du statut de la femme, Groupe Femmes Politique et Démocratie, Réseau des tables régionales des groupes de femmes du Québec, Femmes et politique municipale de l'Estrie, Réseau des élues municipales de la Montérégie, Conseil des Montréalaises, Comité femme CRE de Montréal, Centre de développement femmes et gouvernance.

Budget dépensé en 2008-2009 pour le SCF : 0 \$.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 5- Liste des programmes d'aide financière du Ministère avec leurs objectifs et les clientèles admissibles pour 2009-2010.

Voir tableau en annexe.

Tableau – Les programmes d'aide financière du Secrétariat à la condition féminine, leurs objectifs et leurs clientèles

RP – Question 5

Programmes	Objectifs	Clientèles
À égalité pour décider	<p>Le programme vise à financer la réalisation de projets qui vont :</p> <ul style="list-style-type: none"> susciter l'action des instances visées en vue d'une répartition équitable des postes de décision de tous niveaux; préparer et former les femmes à occuper ces postes et à s'y maintenir; favoriser une socialisation non stéréotypée des femmes et des hommes, des filles et des garçons, de façon à encourager notamment la parité dans les instances décisionnelles. 	Organismes communautaires Communautés autochtones
Le Réseau et les tables de concertation en matière de condition féminine	<ul style="list-style-type: none"> Reconnaître les Tables et le Réseau comme des partenaires privilégiés en matière d'égalité, et ce, partout sur le territoire; accroître la responsabilisation des partenaires locaux et régionaux en matière d'égalité des sexes dans le but de la faire progresser dans leur secteur d'intervention; encourager les instances locales et régionales à poser des gestes concrets en ce qui concerne tant la promotion que la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes. 	Réseau et 17 tables de concertation en matière de condition féminine
<p>Soutien financier à des initiatives de partenariat « Égalité entre les femmes et les hommes »</p> <p>Volet 1 : Viser l'augmentation du nombre des femmes dans les lieux de pouvoir, notamment avec le milieu universitaire</p> <p>Volet 2</p> <p>Mesure 1 : Conclusion d'ententes avec divers partenaires régionaux, notamment avec les conférences régionales des élus</p> <p>Mesure 2 : Placer l'égalité au cœur de la diversité</p> <p>Mesure 3 : Partager une culture égalitaire</p>	<p>Objectifs généraux :</p> <ul style="list-style-type: none"> viser l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes en prenant en compte les orientations gouvernementales en cette matière; permettre à des partenaires gouvernementaux, locaux, régionaux, autochtones, institutionnels, privés ou communautaires de convenir d'objectifs et de projets communs en matière d'égalité entre les femmes et les hommes; amener ces partenaires à mettre en commun des ressources financières, humaines ou matérielles. <p>En ce qui concerne les trois mesures du volet 2, les ententes doivent contribuer à la mise en œuvre des orientations gouvernementales en matière d'égalité entre les sexes, plus particulièrement sur les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> les rapports égalitaires et la lutte aux stéréotypes, notamment dans un contexte de diversité croissante au plan culturel et religieux; les femmes ayant des vulnérabilités et des difficultés particulières (immigrantes, aînées, handicapées, lesbiennes, etc.); l'autonomie économique des femmes; la conciliation travail-famille; la santé des femmes et la promotion d'une image corporelle saine; l'intégrité des femmes et leur sécurité; la pleine participation à la vie démocratique. 	<p>Volet 1 : Universités</p> <p>Volet 2</p> <p>Mesure 1 : Conférences régionales des élus ou autres partenaires régionaux</p> <p>Mesure 2 : Organismes communautaires</p> <p>Mesure 3 : Municipalités, MRC et organismes communautaires</p>

	<p>De façon plus particulière :</p> <ul style="list-style-type: none">• la mesure « Placer l'égalité au cœur de la diversité » (Volet 2, mesure 2) vise à faire en sorte que la dimension de la valeur de l'égalité entre les sexes soit prise en compte dans certaines activités de l'organisme;• la mesure « Partager une culture égalitaire » vise à amener des villes à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes en association avec les divers groupes ethniques et les communautés culturelles de leur territoire.	
--	--	--

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 7- Sommes accordées pour l'année 2008-2009 par région et prévisions 2009-2010 pour chacun des programmes d'aide financière du Ministère.

Voir tableau en annexe.

Tableau – Sommes accordées pour l'année 2008-2009 par région administrative et prévision des sommes accordées pour 2009-2010 dans le cadre des programmes de subvention du Secrétariat à la condition féminine

Région	À égalité pour décider	Le Réseau et les tables de concertation en matière de condition féminine	Programme de soutien financier à des initiatives de partenariat « Égalité entre les femmes et les hommes »			
			Volet 1 : Universités	Volet 2, mesure 1 : Conférences régionales des élus	Volet 2, mesure 2 : Placer l'égalité au cœur de la diversité	Volet 2, mesure 3 : Partager une culture égalitaire
			2008-2009	2008-2009	2008-2009	2008-2009
National	136 779 \$	20 000 \$	200 000 \$			
1	137 548 \$	20 000 \$		40 000 \$	34 120 \$	
2		20 000 \$		62 000 \$	27 180 \$	55 000 \$
3	112 915 \$	20 000 \$		66 000 \$		
4	35 000 \$	20 000 \$		51 000 \$	37 000 \$	
5	92 631 \$	20 000 \$		36 000 \$	264 970 \$	55 000 \$
6	100 760 \$	20 000 \$		115 000 \$		200 000 \$
7	37 000 \$	20 000 \$		57 000 \$		55 000 \$
8	60 248 \$	20 000 \$		50 000 \$		
9	36 913 \$	20 000 \$		51 000 \$		
10		20 000 \$		108 000 \$		
11	32 300 \$	20 000 \$		33 000 \$		
12	67 092 \$	20 000 \$		41 000 \$		
13	32 300 \$	20 000 \$		32 000 \$		75 000 \$
14	24 594 \$	20 000 \$		43 000 \$		
15		20 000 \$		57 000 \$		
16	56 920 \$	20 000 \$		126 000 \$	36 730 \$	60 000 \$
17	37 000 \$	20 000 \$		32 000 \$		
Total	1 000 000 \$	360 000 \$	200 000 \$	1 000 000 \$	400 000 \$	500 000 \$

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 76- Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2008-2009.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

77- Pour tout organisme relevant du ministère, concernant le bureau de la présidence :

- a. nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents;
- b. liste des personnes rencontrées en précisant le but de la rencontre;
- c. frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
- d. liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 78- Liste des effectifs en poste au Secrétariat pour les trois dernières années et prévisions des besoins d'effectifs pour 2009-2010.

Les données sur les effectifs du Secrétariat à la condition féminine sont fournies dans les demandes de renseignements généraux à la question 8.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 79- Liste des effectifs du Conseil du statut de la femme ventilés par région pour les trois dernières années et prévisions pour 2009-2010.

Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la condition féminine.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

80- Nombre total de juges au 31 mars 2009 pour chaque cour de
juridiction québécoise. Pour chacune des cours, distinguer les
juridictions de la région ainsi que le sexe des juges.

Voir tableau ci-joint.

**REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE
DANS LA MAGISTRATURE
AU 6 MARS 2009**

COUR DU QUÉBEC	M	F
Chambre de la jeunesse	28	21
Chambre criminelle et pénale	51	15
Chambre civile	43	18
Juridiction mixte	52	27
Juge responsable des cours municipales	1	
TOTAL	175	81

RÉPARTITION PAR RÉGION	M	F
01 – Est du Québec 09 – Côte-Nord	15	1
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	7	3
03 – Québec	30	11
04 – Mauricie–Bois-Francs	9	4
05 – Estrie	10	2
06A – Montréal	52	33
06E – Laval	1	5
07 – Outaouais	6	4
08 – Nord-Ouest	6	3
14 – Laurentides	14	5
15 – Lanaudière	6	0
16 – Montérégie	19	10
TOTAL	175	81

JUGES DE PAIX MAGISTRATS	17	16
COURS MUNICIPALES	72	12

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

81- Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels dans les instances reconnues, y compris la représentativité des femmes aux conseils régionaux de développement (avant leur abolition), aux conférences régionales des élus, dans les commissions scolaires et dans les conseils municipaux.

Présence des femmes dans les lieux décisionnels reconnus

Le nombre de femmes dans les conseils d'administration (c.a.) des conférences régionales des élus (CRE) a un peu diminué par rapport à ceux des conseils régionaux de concertation et de développement (CRCD), remplacés par les CRE en 2004, mais la situation s'est améliorée dans les conseils exécutifs.

	ANNÉE 2007		
	NOMBRE DE FEMMES	TOTAL	FEMMES %
Municipal			
Maires et mairesses	153	1105	13,8
Conseils municipaux	1841	6988	26,3
Conférence régionale des élus (CRE)			
Conseil d'administration	168	619	27,1
Conseil exécutif	39	136	28,7
Commissions scolaires			
Assemblée des commissaires	695	1442	48,2
Présidence	31	69	44,9

Source : Conseil du statut de la femme, *Présence des femmes et des jeunes de 35 ans et moins dans les lieux décisionnels et consultatifs régionaux – 2007*.

<http://www.csf.gouv.qc.ca/telechargement/stat/17part2007.pdf>

Les prochaines élections municipales auront lieu en novembre 2009, ces statistiques demeurent donc toujours exactes en date du 20 février 2009. Par ailleurs, les données du CSF devraient être mises à jour au cours de 2009-2010.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 82- Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour 2008-2009. Cibles visées pour 2009-2010.

Au 31 janvier 2009, à l'exclusion des 224 organismes de la Santé et des Services sociaux, 262 organismes sont soumis à la Loi dans les divers autres réseaux.

État global de la situation pour ces 262 organismes :

- 261 soit 99,6 % ont complété l'analyse de leurs effectifs;
- 255 soit 97 % ont reçu l'avis d'élaboration;
- 250 soit 95 % ont élaboré un programme d'accès à l'égalité;
- 239 soit 91 % implantent actuellement un programme d'accès à l'égalité.

De plus, des informations actualisées sont présentées sur le site de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

- Le déficit à combler pour les femmes dans les trois réseaux de l'éducation correspond à :
 - 3,7 % dans les commissions scolaires;
 - 7 % dans les institutions privées d'enseignement;
 - 7,1 % dans les cégeps.
- Dans les autres secteurs, le déficit à combler pour les femmes est plus élevé. Il correspond à :
 - 9,1 % pour le secteur municipal;
 - 17,6 % pour le personnel policier de la Sûreté du Québec.
- Selon les catégories professionnelles, le rapport mentionne que les trois réseaux de l'éducation, le secteur municipal et les sociétés d'État devront augmenter le nombre de femmes dans les emplois de cadres, particulièrement dans les cégeps où l'effort de rattrapage est de 25 % pour le personnel de direction.

Programme d'accès à l'égalité en emploi dans la fonction publique québécoise

Le Secrétariat du Conseil du trésor a publié, dans son rapport annuel de gestion, un tableau concernant la représentativité des femmes dans la fonction publique à titre d'employés réguliers (*Rapport annuel de gestion 2006-2007*, page 73, annexe 6) ainsi que dans le rapport *L'effectif de la fonction publique du Québec 2006-2007, analyse comparative des cinq dernières années*.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

83- Ventilation par sexe pour les postes de sous-ministres, sous-ministres associés et sous-ministres adjoints, dirigeants d'organismes pour l'année 2008-2009.

	NOMBRE DE FEMMES	TOTAL	POURCENTAGE
Ministères			
Sous-ministres	9	28	32,1 %
Sous-ministres associées/adjointes	37	107	34,6 %
Organismes gouvernementaux			
Présidentes	34	117	29,1 %
Vice-présidentes	19	68	27,9 %
Autres organismes			
Présidente	1	15	6,7 %
Vice-présidentes	0	3	0 %

Ces données, en date du 31 décembre 2008, proviennent du Secrétariat aux emplois supérieurs du Ministère du Conseil exécutif.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 84- Copie des documents relatifs à l'analyse différenciée selon les sexes et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche. Bilan détaillé des programmes gouvernementaux pour lesquels l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) s'est appliquée en 2008-2009. Bilan détaillé des mesures pour lesquelles s'est appliquée l'analyse différenciée selon les sexes. Résultats de cette analyse.

La politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* a été dévoilée le 17 décembre 2006. L'ADS est l'un des instruments de la gouvernance et elle est présentée comme une approche transversale, car elle concerne l'ensemble de la fonction publique ainsi que les instances locales et régionales. De plus, le Plan d'action 2007-2010 *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* traduit l'engagement du gouvernement à implanter l'ADS au sein de l'appareil gouvernemental, notamment en posant les actions suivantes :

- reconduire le comité directeur de l'ADS et le comité interministériel;
- définir la stratégie de mise en œuvre et l'instrumentation appropriée pour son implantation;
- assurer la sensibilisation et la formation à l'ADS des élues et des élus, des sous-ministres, des présidentes et présidents d'organismes, des gestionnaires, des conseillères et des conseillers en communication, du personnel professionnel qui participe à l'élaboration, à la mise en œuvre, à l'évaluation et au suivi des projets;
- proposer l'implantation de l'ADS aux ministères, organismes, instances locales et régionales ainsi qu'aux plus grandes villes du Québec;
- appliquer l'ADS à au moins quinze projets qui ont des répercussions sur l'égalité entre les femmes et les hommes;
- évaluer l'instauration de cette approche et ses effets.

Développements récents

La mise en œuvre de l'ADS a débuté officiellement en novembre 2007 :

- Des outils tels un dépliant, un guide synthèse et un plan d'action 2007-2010 visant l'implantation de l'ADS sont disponibles et ont été largement diffusés;
- Le Secrétariat à la condition féminine a mis sur pied des activités de sensibilisation et d'accompagnement en vue de soutenir les personnes engagées tout au long du processus d'intégration de l'ADS dans leur milieu de travail;
- Des séances de sensibilisation, de formation et d'accompagnement réalisées depuis la mise en œuvre :

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

		De novembre 2007 au 31 mars 2008	À compter du 1 ^{er} avril 2008
Séances de sensibilisation et de formation en matière d'ADS	M/O	14	23
	CRE	6	13
	Grandes villes	0	2
	Autres	6	4
Autres activités en matière d'ADS	M/O	0	7
	CRE	4	2
	Grandes villes	1	2
	Autres	0	0
TOTAL		31	53

			À compter d'octobre 2008
Activités en matière de rédaction épicène	M/O		13

À ce jour, des ministères et organismes ont présenté 12 projets d'envergure où l'ADS sera intégrée, tous ces projets sont en voie de réalisation :

	M/O	PROJETS
1	CSPQ	Mettre en place une structure d'information qui rendrait possible l'intégration de l'ADS dans le contexte de la tenue de concours de recrutement
2	CSPQ	Mise en place d'une structure d'information qui permettrait de suivre le recours aux activités de développement selon les sexes (centre de développement des compétences)
3	CSST	Étude sur les lésions professionnelles des pompières et des pompiers
4	MELS	L'amélioration de la réussite et l'obtention d'un diplôme dans les programmes d'études techniques à prédominance masculine ou féminine tant en langue française qu'en langue anglaise
5	MESS	Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2010-2015
6	MICC	Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME)
7	MICC	Politique gouvernementale La diversité : une valeur ajoutée & le plan d'action qui s'y rattache <i>La mesure 8.3 du plan d'action</i>
8	MJQ	Politique nationale de lutte contre l'homophobie
9	MSSS	Plan d'action interministériel en itinérance
10	MSSS	Agir en faveur du mieux-être de jeunes d'orientation homosexuelle
11	MTQ	Évaluation d'implantation des programmes d'aide au transport collectif régional et au transport collectif des personnes
12	MCCCF	Évaluation sur la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 85- Copie des documents relatifs à l'approche intégrée de l'égalité (AIE) et détails des travaux engagés et prévus en lien avec cette approche.

Le Programme d'action de la Quatrième Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes, adopté à Beijing en 1995 par plus de 180 États et gouvernements, précise que «pour assurer la jouissance des droits humains, les gouvernements et les autres intéressés devraient promouvoir des mesures concrètes et visibles afin d'intégrer la problématique hommes-femmes dans tous leurs programmes et politiques, de sorte que toute décision soit précédée d'une analyse de ses effets distincts sur l'un et l'autre sexe¹».

Le Conseil de l'Europe a développé une approche sous l'appellation **Approche intégrée de l'égalité (AIE)**. La définition est la suivante : La (ré) organisation, l'amélioration, le développement et l'évaluation des processus de prise de décision, aux fins d'incorporer la perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines et à tous les niveaux, par les acteurs généralement impliqués dans la mise en place des politiques.

Le Canada a développé une approche sous l'appellation **Approche comparative entre les sexes (ACS)**. La définition est la suivante : L'ACS est un processus qui évalue les répercussions différentes des politiques, mesures législatives et programmes existants ou proposés sur les femmes et les hommes. Elle permet de mettre en place une politique, tout en étant conscient des différences entre les sexes, de la nature des rapports entre les femmes et les hommes et de leurs réalités sociales, attentes et conditions économiques différentes. Il s'agit d'un outil qui permet de comprendre le processus social et de proposer des options éclairées et équitables.

Le Québec a développé une approche qui lui est propre sous l'appellation **Analyse différenciée selon les sexes (ADS)**. La définition est la suivante : L'analyse différenciée selon les sexes est un processus d'analyse favorisant l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes par l'entremise des orientations et des actions des instances décisionnelles de la société sur le plan local, régional et national. Elle a pour objet de discerner de façon préventive les effets distincts sur les femmes et les hommes que pourra avoir l'adoption d'un projet à l'intention des citoyennes et des citoyens, et ce, sur la base des réalités et des besoins différenciés des femmes et des hommes. Elle s'effectue au cours de l'élaboration, de la mise en œuvre, de l'évaluation et du suivi d'un projet. Dans certaines situations, l'ADS mènera à l'offre de mesures différentes aux femmes et aux hommes en vue de réduire les inégalités. Sa finalité est d'atteindre une égalité de fait.

¹ ORGANISATION DES NATIONS UNIES, Rapport de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes (A/CONF-177/20/Rev.1), New York, ONU, 1996, par. 229, p.99.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 86- Copie des documents relatifs à la violence conjugale produits en 2008-2009 et bilan détaillé par catégorie d'action des dépenses liées au Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale. Dépenses en publicité sur la violence conjugale en 2008-2009, prévisions pour 2009-2010 et nom de la publicité.

- Documents relatifs à la violence conjugale :
 - Cinquième phase de la campagne gouvernementale de sensibilisation à la violence conjugale sur le thème « Ne gardons pas le silence devant un crime » (annexe 1);
 - Production du cahier « Moyens de communication de la cinquième phase de la campagne de sensibilisation à la violence conjugale » (annexe 2);
 - Production du dépliant « Ne gardons pas le silence devant un crime. La violence conjugale est souvent criminelle ». Ce dépliant a été produit en trois langues : français, anglais et espagnol (annexe 3);
 - Production de l'affiche « Contribuons à briser le cycle de la violence conjugale » (annexe 4).
- Pour la réalisation de la cinquième phase de la Campagne gouvernementale de sensibilisation à la violence conjugale le gouvernement a investi 1 100 000 \$ (2008-2009) : MCCCCF : 500 000 \$, MJQ (Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels - FAVAC) : 450 000 \$ et MCE : 150 000 \$.
- Prévisions pour 2009-2010

La diffusion de la sixième et dernière phase de la Campagne gouvernementale de sensibilisation à la violence conjugale est prévue dans le cadre des Journées d'action contre la violence faite aux femmes 2009 et de la commémoration du 20e anniversaire du drame survenu à l'École polytechnique (du 25 novembre à décembre 2009). Des dépliants d'information en lien avec le message publicitaire de cette phase, seront également produits. Le budget prévu pour sa réalisation est de 1,1 M\$.



Campagne gouvernementale de sensibilisation
à la violence conjugale, phase V

Moyens de communication



NE GARDONS PAS
LE SILENCE DEVANT
UN CRIME

NONVIOLENCE
CONJUGALE

Québec 



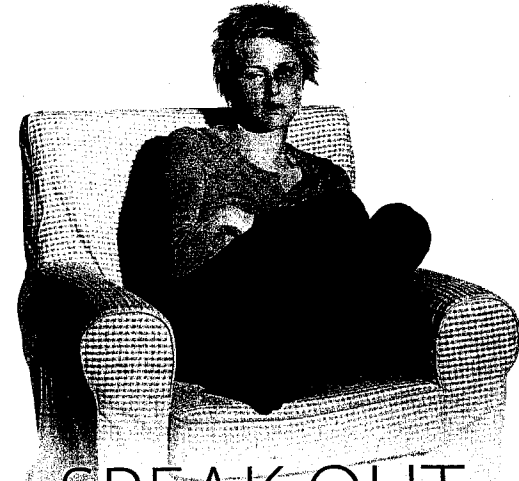
NE GARDONS
PAS LE SILENCE
DEVANT
UN CRIME

LA VIOLENCE CONJUGALE EST
SOUVENT CRIMINELLE



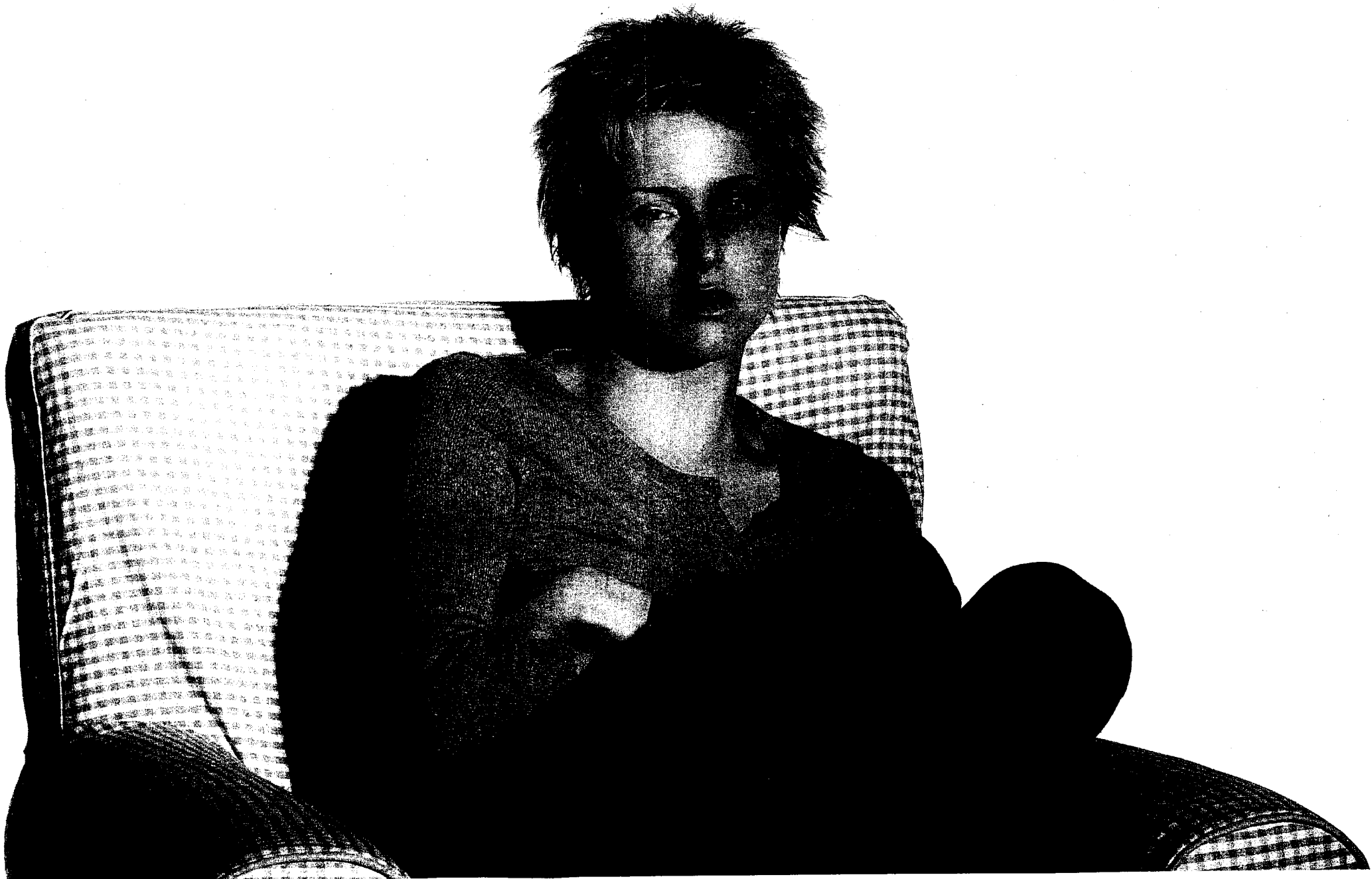
NO
PERMANEZCAMOS
CALLADOS FRENTE
A UN CRIMEN

LA VIOLENCIA CONYUGAL
ES A MENUDO CRIMINAL



SPEAK OUT
WHEN YOU
WITNESS
A CRIME

DOMESTIC VIOLENCE IS OFTEN A CRIME



CONTRIBUONS À BRISER
LE CYCLE
DE LA VIOLENCE
CONJUGALE

WWW.VIOLENCECONJUGALE.GOUV.QC.CA

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 87- Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

Voir tableau en annexe.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

QUESTION 87

Aide aux victimes d'agressions sexuelles

Exercices financiers 2007-2008 & 2008-2009

Région	Membre (1)	Nom de l'organisme	Mission (2)	Soutien total 2007-2008	Imputation budgétaire 2008-2009 (3)			
					CALACS	Aggressions à caractère sexuel	Autres ressources hommes	Autres imputations
1	m	Calacs Rimouski	CALACS	231 090 \$	234 556 \$			
	m	Calacs du KRTB (Rivière-du-Loup) (4)	CALACS	57 648 \$	84 983 \$			
		Total Région du bas-St-Laurent :		288 738 \$	319 539 \$	0 \$	0 \$	0 \$
2	m	Calacs Entre elles	CALACS	236 799 \$	240 222 \$			14 985 \$
	m	Maison ISA	CALACS	215 985 \$	233 435 \$			6 426 \$
		Total Région du Saguenay :		452 784 \$	473 657 \$	0 \$	0 \$	21 411 \$
3	n-m	Viol-Secours	CALACS	325 644 \$		355 904 \$		
	m	Calacs de Charlevoix	CALACS	207 285 \$	210 394 \$			
		Total Région de Québec :		532 929 \$	210 394 \$	355 904 \$	0 \$	0 \$
4	m	Calacs la passerelle (Drummondville)	CALACS	222 497 \$	227 102 \$			
	m	Aqua'elle	CALACS	100 412 \$	106 064 \$			
	m	Calacs Centre-Mauricie/Mékinac	CALACS	81 562 \$	109 344 \$			
	m	Calacs Trois-Rivières	CALACS	248 167 \$	253 157 \$			
		Total Région Mauricie/Ctre-du-Québec :		652 638 \$	695 667 \$	0 \$	0 \$	0 \$
5	n-m	Calacs Estrie	CALACS	243 974 \$	323 594 \$			
		Total Région Estrie :		243 974 \$	323 594 \$	0 \$	0 \$	0 \$
6	m	Calacs de L'ouest de l'île	CALACS	257 785 \$	261 652 \$			
	n-m	Comité des femmes actives de Mtl	CALACS	332 972 \$	369 627 \$			
	n-m	Groupe d'aide et d'information	CALACS	313 676 \$	318 381 \$			
		Criphase	Hommes victimes	81 944 \$			102 597 \$	
	m	Mouv. Contre le viol et l'inceste	CALACS	345 997 \$	351 187 \$			
	m	Trêve pour elle	CALACS	295 017 \$	299 442 \$			
		Total Région Montréal :		1 627 391 \$	1 600 289 \$	0 \$	102 597 \$	0 \$
7	m	Calas	CALACS	358 522 \$	373 349 \$			
		Centre d'intervention abus sexuel par famille (CIASF)	Enfants abusés et pères abuseurs	202 625 \$		218 164 \$		
		Total Région de l'Outaouais :		561 147 \$	373 349 \$	218 164 \$	0 \$	0 \$
8	m	Assault sexuel secours pour victimes	CALACS	230 606 \$	233 077 \$			
	n-m	Calacs Abitibi-Action IKWE	CALACS	90 673 \$	101 910 \$			
	n-m	Capacs A-O	CALACS	69 545 \$	101 402 \$			500 \$
	n-m	Point d'appui	CALACS	230 227 \$	233 708 \$			4 250 \$
		Total Région de l'Abitibi-Témiscamingue :		621 051 \$	670 097 \$	0 \$	0 \$	4 750 \$
9	m	Calacs région Côte-Nord	CALACS	296 965 \$	314 107 \$			1 200 \$
		Total Région de la Côte-Nord :		296 965 \$	314 107 \$	0 \$	0 \$	1 200 \$
Total Région de la Baie-James :				0 \$	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
11	m	Calacs la Bôme-Gaspésie	CALACS	258 401 \$	283 423 \$			
	n-m	Calacs l'Espoir des Îles	CALACS	103 963 \$	105 522 \$			
		Total Région de la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine :		362 364 \$	388 945 \$	0 \$	0 \$	0 \$
12	n-m	Calacs A-tire-d'aile	CALACS	219 123 \$	239 823 \$			
	n-m	Calacs Chaudière-Appalaches (l'Envolée)	CALACS	236 279 \$	230 868 \$			
		Total Région de Chaudière-Appalaches :		455 402 \$	470 691 \$	0 \$	0 \$	0 \$
13	n-m	CPIVAS	CALACS	379 306 \$		301 508 \$		66 421 \$
		Total Région de Laval :		379 306 \$	0 \$	301 508 \$	0 \$	66 421 \$
14	m	Calacs Coup de cœur	CALACS	228 279 \$	231 702 \$			
	m	Calacs La chrysalide	CALACS	207 447 \$	210 559 \$			
		Parents Unis Repentigny	Enfants abusés et pères abuseurs	160 749 \$			171 618 \$	
		Total Région de Lanaudière :		596 475 \$	442 261 \$	0 \$	171 618 \$	0 \$
15	m	Calacs-Laurentides	CALACS	317 877 \$	360 040 \$			
		CÉTAS (Parents unis Laurentides)	Enfants abusés et pères abuseurs	193 321 \$	208 908 \$			
	m	L'Élan centre d'aide lutte agression	CALACS	238 805 \$	263 532 \$			
		Total Région des Laurentides :		750 003 \$	832 480 \$	0 \$	0 \$	0 \$
16	m	Calacs Granby	CALACS	241 704 \$	233 150 \$			12 000 \$
	n-m	Calacs La Vigie	CALACS	229 785 \$	233 232 \$			
		Ctre d'aide aux victimes agres. Richelieu	Victimes	139 406 \$	153 000 \$			
		Groupe d'entraide expression libre du Haut-Richelieu	Adolescents victimes	87 147 \$	115 146 \$			
	n-m	La Traversée	CALACS	356 453 \$	309 661 \$			52 139 \$
	m	Calacs Châteauguay	CALACS	282 921 \$	278 030 \$			10 000 \$
	m	L'Ombrelle Calacs St-Jean	CALACS	0 \$				
		Total Région de la Montérégie :		1 337 416 \$	1 322 219 \$	0 \$	0 \$	74 139 \$
Total du soutien régional :				9 158 583 \$	8 437 289 \$	875 576 \$	274 215 \$	167 921 \$
m		Regroupement québécois Calacs	CALACS	311 337 \$	274 568 \$			
		R.I.M.A.S. (5)	Agresseurs	70 220 \$		10 373 \$		60 000 \$
		Total du soutien national :		381 557 \$	274 568 \$	10 373 \$	0 \$	60 000 \$
Total du soutien national et régional (par imputation) :				9 540 140 \$	8 711 857 \$	885 949 \$	274 215 \$	227 921 \$
Total du soutien national et régional aux victimes :					10 099 942 \$			

- (1): Membres ou non-membres du Regroupement provincial des CALACS (RQCALACS). L'absence d'une indication à cet effet indique qu'il s'agit d'organismes oeuvrant auprès des victimes d'agressions sexuelles mais non ciblés par le "Plan de développement et de consolidation du Réseau des
- (2): Indique la mission principale de l'organisme. Tous les CALACS visés par le Plan de développement et de consolidation du Réseau des CALACS et du RQCALACS sont identifiés sous cette appellation.
- (3): Indique sous quelle catégorie la dépense a été imputée au SBFR pour l'exercice financier 2008-2009.
- (4): Antérieurement, ce CALACS recevait un soutien financier via le CSSS de Rivière-du-Loup. La situation a été corrigée et le soutien financier transite via le SBFR depuis l'exercice financier 2007-2008.
- (5): 60 000\$ proviennent du budget de consolidation de 1M\$ et sont associés à un mandat précis non récurrent.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 88- Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des CAVAC pour l'année 2008-2009 et prévisions 2009-2010. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

Voir tableau en annexe.

Tableau présentant l'aide financière accordée aux CAVAC en 2008-2009

CAVAC	Ouverture	2008-2009
Québec	Juin 1988	656 711 \$
Montréal	Novembre 1988	1 441 500 \$
Saguenay-Lac-St-Jean	Janvier 1989	475 760 \$
Outaouais	Novembre 1989	709 109 \$
Bas-Saint-Laurent	Février 1990	589 210 \$
Mauricie	Février 1990	779 450 \$
Montréal	Mars 1990	696 140 \$
Laval	Mars 1991	608 051 \$
Estrie	Novembre 1992	642 114 \$
Laurentides	Décembre 1992	519 414 \$
Lanaudière	Mars 1998	485 230 \$
Côte-Nord	Novembre 2001	539 610 \$
Abitibi-Témiscamingue	Juin 2002	693 784 \$
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	Février 2003	524 347 \$
Centre-du-Québec	Avril 2003	421 999 \$
Inuit	Octobre 2004	449 400 \$
Cris		- \$
TOTAL		10 231 829 \$

31 mars 2009

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 89- **Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle : bilan des travaux effectués en 2008-2009. Indiquer les sommes rattachées à l'application de ces orientations, le bilan des mesures mises en place de même que les prévisions financières pour 2009-2010 réservées à cette fin. Travaux engagés ou à prévoir en 2009-2010 en lien avec cette politique.**

Afin d'actualiser les *Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle*, le gouvernement a rendu public le 17 avril 2008, le *Plan d'action 2008-2013 en matière d'agression sexuelle*. Il contient 100 mesures dont 65 sont des mesures novatrices. Les coûts de la mise en œuvre des engagements de ce plan d'action sont estimés à un peu plus de **60 M\$**. Un premier état des principales réalisations pour la période 2008-2009 sera disponible en mai 2009.

Campagne de sensibilisation aux agressions sexuelles

Dans le cadre de ce plan d'action, il est prévu la réalisation d'une campagne gouvernementale de sensibilisation aux agressions sexuelles s'adressant au grand public. La première phase de cette campagne a débuté le 26 mars pour se terminer le 19 avril 2008. La diffusion de la deuxième phase a débuté le 22 mars pour se terminer le 2 mai 2009. Au total, 2,6 M\$ ont été investis pour la réalisation des deux premières phases de cette campagne.

Financement des organismes communautaires pour contrer les agressions sexuelles

Les organismes communautaires qui interviennent en matière d'agression sexuelle, dont la majorité sont des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) ont reçu plus de 10 M\$ en 2008-2009.

En matière de violence conjugale et d'agression sexuelle

Faisant suite à un engagement du ministère de la Justice dans le *Plan d'action gouvernemental 2004-2009 en matière de violence conjugale*, un amendement fut introduit au Code civil du Québec le 14 décembre 2005. Le nouvel article 1974.1 du C.c., entrée en vigueur le 1^{er} avril 2006, permet à une victime de violence conjugale ou d'agression à caractère sexuel d'obtenir la résiliation de son bail résidentiel au motif que sa sécurité ou celle d'un enfant est menacée.

Selon le Rapport sur la mise en œuvre de cet article produit par le MJQ, entre le 1^{er} avril 2006 et le 31 décembre 2007, 112 demandes de résiliation d'un bail ont été traitées par les officiers publics désignés dans l'ensemble de la province, dont 96 ont été accordées, onze ont été refusées et cinq ont fait l'objet d'un désistement.

À l'automne 2008, le MJQ a produit et diffusé un dépliant d'information afin de mieux faire connaître cette disposition législative.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 90- Ventilation détaillée des sommes accordées en 2008-2009 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2009-2010.

Le gouvernement a déjà investi et investira, jusqu'en 2009, plus de 100 M\$ d'argent neuf pour contrer la violence faite aux femmes :

- Le MSSS a accordé 36 M\$ d'argent neuf entre 2003 et 2009 aux maisons d'hébergement, portant leur financement total à 66,9 M\$ en 2008-2009.
- Le financement total annuel des 123 centres de femmes est passé de 12 M\$ en 2002-2003 à 21 743 076 \$ en 2008-2009.
- Il a accordé 1 M\$ aux 35 ressources pour conjoints violents portant leur financement à 6 M\$ en 2008-2009.
- Il a accordé plus de 2 M\$ additionnel aux 42 ressources qui interviennent auprès des victimes d'agression sexuelle portant leur financement à plus de 10 M\$ en 2008-2009.
- En conformité avec l'engagement 4 du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale, le 8 mars 2006, le gouvernement du Québec a lancé la campagne de sensibilisation à la violence conjugale ayant pour thème *Non-Violence conjugale*. La deuxième phase de cette campagne s'est poursuivie dans le cadre des Journées d'action contre la violence faite aux femmes, à l'automne 2006. La troisième phase a porté sur le caractère criminel de la violence conjugale en mars 2007. La quatrième phase de la campagne s'est déroulée pendant les Journées d'action contre la violence faite aux femmes, soit du 25 novembre au 6 décembre 2007. Cette phase a mis à l'avant-scène le message publicitaire de la troisième phase *La violence conjugale est un crime. Contactez votre service de police* et la cinquième phase a débuté le 18 janvier 2009. Le message publicitaire de cette phase a fait valoir l'importance de dénoncer les actes de violence conjugale commis dans un contexte conjugal par les victimes, leurs proches ou les témoins et de faire appel à la police en composant le 911. Au total, 3 150 000 \$ ont été investis pour ces cinq phases entre mars 2006 et janvier 2009.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux n'a pas encore fait connaître ses prévisions pour l'année 2009-2010.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 91- Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, de même que les critères de financement.

Le financement total annuel des 123 centres de femmes est passé de **12 M\$** en 2002-2003 à une somme de **21 743 076 \$** en 2008-2009.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux n'a pas encore fait connaître ses prévisions pour l'année 2009-2010 quant au financement des centres de femmes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

QUESTION 91

Centres de femmes

Exercices financiers 2007-2008 & 2008-2009

Région	Membre de l'R ⁽¹⁾	No. organisme	Nom organisme	Total du soutien accordé aux Centres de femmes	
				2007-2008	2008-2009
R-01 - Bas-Saint-Laurent	oui	0282-6782	Centre-femmes du Grand-Portage	163 935 \$	177 841 \$
	oui	0284-8166	Mais. fem. rég.Rimouski	166 148 \$	170 495 \$
	oui	0298-4409	C.-femmes Catherine Leblond	163 962 \$	171 363 \$
	oui	0335-3893	Centre des femmes Témiscouata	163 961 \$	170 402 \$
	oui	0424-4018	Cent. femmes O-Pays	163 966 \$	170 403 \$
	oui	0445-2702	Regr. des femmes région Matane	168 904 \$	170 400 \$
	oui	0473-9843	C. femmes Vallée Matapédia	163 904 \$	172 800 \$
	oui	0653-7781	Centre Femmes Mitis	163 888 \$	170 400 \$
	oui	0660-1033	La Passerelle	166 048 \$	174 240 \$
Total R-01 - Bas-Saint-Laurent			9	1 484 716 \$	1 548 344 \$
R-02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	oui	0271-2073 ⁽³⁾	Cent. fem.mieux-être Jonquiére	156 994 \$	170 464 \$
	oui	0324-4811 ⁽³⁾	Centre de femmes "La Source"	152 828 \$	170 293 \$
	oui	0371-4383	Centre femmes Quatre-Temps	152 828 \$	170 293 \$
	oui	0460-5416 ⁽³⁾	C. femmes pays Maria-Chapdel.	155 011 \$	170 380 \$
Total R-02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean			4	617 661 \$	681 430 \$
R-03 - Capitale-Nationale	non	0301-0089	Cent. internat. femmes Québec	161 573 \$	170 748 \$
	oui	0384-2408 ⁽³⁾	Cent. femmes basse-ville	162 775 \$	170 811 \$
	oui	0459-2150 ⁽³⁾	Cent.-femmes aujourd'hui	162 771 \$	170 810 \$
	non	0460-5408 ⁽³⁾	Cent. femmes Charlevoix	162 779 \$	170 811 \$
	non	0460-5424	Centre-femmes aux plurielles	169 044 \$	171 580 \$
	non	0468-6028 ⁽³⁾	Cent. femmes aux 3 A Québ.	159 967 \$	170 669 \$
	non	0484-5434 ⁽²⁾	Violence Info	159 739 \$	202 658 \$
	oui	0568-8379	Cent. ressources femmes Bport	146 901 \$	170 136 \$
Total R-03 - Capitale-Nationale			8	1 285 549 \$	1 398 223 \$
R-04 - Mauricie-Centre-du-Québec	oui	0298-1850	Maison des femmes Bois-Francis	160 338 \$	172 326 \$
	oui	0316-4126	Centre de femmes de Shawinigan	161 962 \$	172 406 \$
	oui	0320-9491	Mais. des femmes Drummondville	163 151 \$	172 468 \$
	oui	0404-2123	Centre de femmes parmi elles	158 548 \$	172 242 \$
	oui	0404-2933	Coll. femmes Nicolet & rég.	158 548 \$	172 242 \$
	oui	0531-4711	Centre des femmes l'Héritage	158 546 \$	172 242 \$
	oui	0655-2657	Femmes de Mékinac	154 292 \$	172 068 \$
Total R-04 - Mauricie-Centre-du-Québec			7	1 115 385 \$	1 205 994 \$
R-05 - Estrie	oui	0301-7142	Centre des femmes-Lennoxville	155 882 \$	175 532 \$
	oui	0384-1186	Centre des femmes Mrc Granit	154 988 \$	173 140 \$
	oui	0384-2416 ⁽³⁾	Cent. femmes Val St-François	159 120 \$	173 321 \$
	oui	0404-2107	Passerelle de Weedon	126 477 \$	173 231 \$
	oui	0438-6082	Centre des femmes la parolière	154 999 \$	173 141 \$
	non	0463-1636	Cent. femm. immigr. Sherbrooke	155 855 \$	175 531 \$
	oui	0564-9025	Cent. femm. Memphrémagog	157 159 \$	173 232 \$
Total R-05 - Estrie			7	1 064 480 \$	1 217 128 \$
R-06 - Montréal	non	0209-7319	Centre des femmes de Montréal	162 274 \$	171 498 \$
	non	0226-7938 ⁽²⁻³⁾	Ctre de santé femmes de Montréal	503 807 \$	511 366 \$
	non	0246-5763	Fond. refuge femmes chez Doris	167 941 \$	170 802 \$
	oui	0269-5021	Info-femmes	155 659 \$	170 211 \$
	oui	0287-8221	Centre d'éduc. & d'act. femmes	164 494 \$	170 608 \$
	oui	0306-1132	Echo femmes petite patrie	157 621 \$	170 291 \$
	oui	0311-5557	Centre des femmes de Verdun	157 632 \$	170 292 \$
	oui	0315-4101	Cent. femmes italiennes Mtl	157 575 \$	170 289 \$
	oui	0324-6667	Cent.commun.femmes Sud-Asiatq	153 931 \$	171 108 \$
	oui	0326-5113	Madame prend congé	157 619 \$	170 291 \$
	non	0347-0705	Collect. femmes immigrantes Qc	134 298 \$	169 537 \$
	oui	0368-9270	Marie debout, cent.éduc.femmes	155 665 \$	170 212 \$
	oui	0384-2424	C. femmes Rivière-des-Prairies	155 659 \$	170 211 \$
	oui	0403-8477	Halte-femme Montreal-Nord	246 299 \$	259 889 \$
	oui	0404-2073	C. femmes plateau Mont-Royal	157 633 \$	170 292 \$
	non	0404-2081	Concertation femme	155 659 \$	170 211 \$
	oui	0404-2941 ⁽³⁾	Centre des femmes St-Laurent	157 633 \$	170 292 \$
	oui	0438-6116	Carrefour des femmes d'Anjou	153 479 \$	170 128 \$
	oui	0486-2371	C. femmes d'ici et d'ailleurs	153 444 \$	170 127 \$
	oui	0540-4272	Carref. femmes St-Léonard	159 145 \$	170 356 \$
	non	0565-5998	Mais. femmes sourdes	153 427 \$	170 127 \$
	non	0577-4609 ⁽²⁾	Gr. Interv. Viol. Conj. Lesbien	153 427 \$	170 126 \$
	oui	0637-1199	Cent.femmes Pointe-aux-Trembl	162 207 \$	170 495 \$
	non	0649-5345	Centre d'aide à la famille	146 443 \$	169 887 \$
	non	0649-5352	Centre femmes interculturel Claire	134 298 \$	169 537 \$
	non	0649-5360	Centre femmes West Island	134 298 \$	169 537 \$
	oui	0649-5428	Femmes du monde à CDN	161 017 \$	170 439 \$
	oui	0657-7159	Afrique au féminin	153 425 \$	170 126 \$
	oui	0678-3724	Centre des femmes de Rosemont	155 659 \$	170 211 \$
Total R-06 - Montréal			29	4 921 668 \$	5 368 496 \$
R-07 - Outaouais	oui	0384-0493	Centre Actu-Elle	159 954 \$	170 544 \$
	oui	0424-2681	Antre-Hulloises	162 168 \$	170 686 \$
	oui	0577-2231	La Destinée	158 098 \$	170 433 \$
Total R-07 - Outaouais			3	480 220 \$	511 663 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

QUESTION 91

Centres de femmes

Exercices financiers 2007-2008 & 2008-2009

Région	Membre de l'R ⁽¹⁾	No. organisme	Nom organisme	Total du soutien accordé aux Centres de femmes	
				2007-2008	2008-2009
R-08 - Abitibi-Témiscamingue	oui	0362-6454	Com.condition féminine Témisc.	157 993 \$	169 599 \$
	oui	0429-6489	Centre de femmes l'Erigé	154 222 \$	169 485 \$
	oui	0473-8845	Coll. féministe Rouyn-Noranda	159 619 \$	169 652 \$
	Total R-08 - Abitibi-Témiscamingue		3	471 834 \$	508 736 \$
R-09 - Côte-Nord	oui	0241-2005	Centre de femmes "l'Étincelle"	159 486 \$	170 412 \$
	oui	0295-5201	Centre des femmes Forestville	159 366 \$	170 405 \$
	oui	0424-2707 ⁽³⁾	Allian. des femmes Sacré-Coeur	159 389 \$	170 407 \$
	oui	0464-9315	Centre femmes aux quatre vents	159 345 \$	170 404 \$
	oui	0565-5303	Cent. volet des femmes	160 983 \$	170 506 \$
Total R-09 - Côte-Nord		5	798 569 \$	852 134 \$	
R-10 - Nord-du-Québec	oui	0282-1247 ⁽³⁾	Centre femmes Elles du Nord	169 049 \$	180 000 \$
	oui	0561-8889	Ilôt d'espoir	180 287 \$	172 000 \$
	non	0657-7142	Femmes actions femmes résultat	137 181 \$	165 000 \$
	oui	0663-6807	Regroupement femmes Valcanton	143 181 \$	170 000 \$
	oui	0664-5766	Les Essenti*elles Chapais	139 431 \$	169 000 \$
	oui	0690-3066	Centre femmes Uni-vers-elles	139 431 \$	169 000 \$
Total R-10 - Nord-du-Québec		6	908 560 \$	1 025 000 \$	
R-11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	oui	0298-4425	Regr. des femmes de Gaspé	153 962 \$	170 403 \$
	oui	0336-1433	Regr. des femmes la sentinelle	153 962 \$	170 403 \$
	oui	0445-2694	Femmes en mouvement	158 128 \$	170 583 \$
	oui	0463-1644	Centr'elles comité d'action	156 137 \$	170 495 \$
	oui	0619-0631	Femmes Entre-Elles	153 928 \$	170 401 \$
Total R-11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		5	776 117 \$	852 285 \$	
R-12 - Chaudière-Appalaches	oui	0322-3476	Centre femme de Beauce	184 924 \$	196 820 \$
	oui	0371-5463	Centre référ. pour les femmes	164 881 \$	180 370 \$
	oui	0371-7089	Centre-femmes "La Jardilec"	163 499 \$	178 967 \$
	oui	0445-0631	Centre-femmes de Lotbinière	176 699 \$	186 011 \$
	oui	0642-4113	Centre femmes l'Ancrage	155 077 \$	170 449 \$
	oui	0650-9400	Centre-femmes de Bellechasse	139 709 \$	174 954 \$
Total R-12 - Chaudière-Appalaches		6	984 789 \$	1 087 571 \$	
R-13 - Laval	oui	0300-2250	Centre des femmes de Laval	179 206 \$	181 894 \$
Total R-13 - Laval		1	179 206 \$	181 894 \$	
R-14 - Lanaudière	oui	0373-7699	Avec des elles	156 056 \$	170 492 \$
	oui	0373-7756	Centre Arc-en-ci-elle	156 022 \$	170 489 \$
	oui	0373-7780 ⁽³⁾	Centre de F.A.M. des Moulins	156 022 \$	170 489 \$
	oui	0460-5531	Inter-Femmes	156 030 \$	170 489 \$
	oui	0485-5037	Centre Au coeur des femmes	161 457 \$	170 744 \$
	oui	0493-9666	Cent. femmes Montcalm	156 030 \$	170 489 \$
	oui	0541-5385	Cent. femmes Marie-Dupuis	156 002 \$	170 488 \$
Total R-14 - Lanaudière		7	1 097 619 \$	1 193 680 \$	
R-15 - Laurentides	oui	0373-7715 ⁽³⁾	Carr. des femmes Grand Lachute	142 319 \$	188 332 \$
	oui	0445-0649	La Mouvance centre de femmes	162 143 \$	171 927 \$
	oui	0473-8969	Cent. femmes unes les autres	168 987 \$	172 485 \$
	oui	0571-4027 ⁽³⁾	Colombe	159 311 \$	171 995 \$
	oui	0571-4050 ⁽³⁾	Signée Femmes	162 739 \$	171 950 \$
	oui	0611-9838	Centre Rayons Femmes Thér. Bl.	156 782 \$	172 108 \$
Total R-15 - Laurentides		6	952 281 \$	1 048 797 \$	
R-16 - Montérégie	non	0281-7492	Com'femme	144 956 \$	169 495 \$
	non	0299-1560 ⁽³⁾	Re-nou-vie	157 091 \$	169 864 \$
	oui	0337-5961 ⁽³⁾	Collective par et pour elle	153 785 \$	162 876 \$
	oui	0362-6470 ⁽³⁾	Entr'elles Granby inc.	158 045 \$	169 899 \$
	non	0370-9615	Inform'elle	154 939 \$	169 790 \$
	oui	0374-2350 ⁽³⁾	Centre de femmes l'Eclaircie	154 501 \$	165 946 \$
	oui	0404-2925	Centre de femmes la moisson	156 894 \$	169 857 \$
	oui	0445-0615	Centre de femme Haut-Richelieu	154 948 \$	169 791 \$
	oui	0445-0623 ⁽³⁾	Cent. femmes l'Essentielle	132 710 \$	169 856 \$
	oui	0564-9017	D'main femmes	154 922 \$	169 790 \$
	oui	0625-5715	Centre de femmes La Marg'elle	160 301 \$	169 983 \$
	non	0628-6223	Centre Le Faré	160 260 \$	169 982 \$
	non	0634-8403	Entre Ailes Ste-Julie	151 882 \$	175 744 \$
	oui	0655-8522	Association Avante	133 785 \$	169 224 \$
	oui	0665-0899	Ressourc. femmes Acton Vale	138 813 \$	174 323 \$
	oui	0691-0947 ⁽³⁾	Centre Autonomie en soiE	133 432 \$	169 216 \$
	oui	0722-6624	Centre femmes Vie Nous V'elles	152 728 \$	169 719 \$
	Total R-16 - Montérégie		17	2 553 992 \$	2 885 355 \$
Total des Centres de femmes régionaux		123	19 692 646 \$	21 566 730 \$	
National	oui	0384-1194	L'R des Centres de femmes Qué.	173 740 \$	176 346 \$
Total national		1	173 740 \$	176 346 \$	
Total régional et national		124		19 866 386 \$	21 743 076 \$

(1) Les Centres de femmes membres du regroupement "L'R des Centres de femmes du Québec" sont identifiés.

(2) En raison de leur mission particulière, ces organismes paraissent dans une autre catégorie, en tout ou en partie, mais ont également profité du soutien additionnel accordé aux Centres de femmes.

(3): Exclut le soutien financier versé à ces organismes pour d'autres fins que la mission "Centres de femmes".

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 92- Liste des maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et ventilation interrégionale, régionale et locale du budget global et alloué par établissement pour l'année 2008-2009. Ressources financières prévues pour 2009-2010. Liste, localisation et ventilation du financement accordé à tous les organismes qui ont été financés en 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010. Copie des critères de financement.

Depuis 2003, un montant additionnel de **36 M\$** a été accordé aux 106 maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence conjugale, ce qui porte leur financement total à **66 968 260 \$** sur une base récurrente annuelle en 2008-2009. (Voir tableau ci-joint).

Le ministère de la Santé et des Services sociaux n'a pas encore fait connaître ses prévisions pour l'année 2009-2010.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

QUESTION 92

**Maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté
Exercices financiers 2007-2008 & 2008-2009**

Agence	Membre (1)	Nombre de places	Nom organisme	Total Maisons d'hébergement pour femmes	
				2007-2008	2008-2009
R-01 - Bas-Saint-Laurent	R ⁽⁵⁾	12	Gigogne	575 060 \$	620 169 \$
	R	15	Débrouille héberg. pour femmes	605 982 \$	651 016 \$
	R	9	L'Autre-Toit du KRTB	555 470 \$	589 452 \$
Total R-01 - Bas-Saint-Laurent		36	3	1 736 512 \$	1 860 637 \$
R-02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	F ⁽⁵⁾	19	Maison héb. Rivage de la Baie	644 053 \$	692 474 \$
	F ⁽⁵⁾	11	Centre féminin du Saguenay	562 287 \$	609 481 \$
	F ⁽⁵⁾	12	Passerelle d'Alma inc.	572 543 \$	610 730 \$
	R	14	Auberge de l'amitié Roberval	593 145 \$	640 802 \$
	R ⁽⁵⁾	8	Maison halte secours	490 796 \$	536 918 \$
	R ⁽⁵⁾	9	Maison d'acc. & héb. Chambrée	541 896 \$	588 784 \$
Total R-02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean		73	6	3 404 720 \$	3 679 189 \$
R-03 - Capitale-Nationale	R	13	Mais. femmes Québec	624 509 \$	663 070 \$
	F	15	Maison Kinsmen-Marie-Rollet	624 660 \$	671 323 \$
	F	9	Mais. Hélène Lacroix	584 139 \$	631 661 \$
	R	9	Mais. la montée	562 841 \$	615 230 \$
	R	12	Maison pour femmes immigrantes	623 711 \$	702 713 \$
	F	10	Mirepi, Maison d'hébergement	591 967 \$	666 647 \$
	F	9	Maison du Cœur pour femmes	583 183 \$	600 352 \$
	non-membre		Maison communautaire Missinak	347 791 \$	369 507 \$
Total R-03 - Capitale-Nationale		77	8	4 542 801 \$	4 920 503 \$
R-04 - Mauricie-Centre-du-Québec	R	10	Toit de l'amitié	552 763 \$	599 423 \$
	R	10	Rose des vents de Drummond	552 763 \$	601 081 \$
	R ⁽⁵⁾	10	Maison de convivence inc.	552 763 \$	599 423 \$
	R ⁽⁵⁾	12	F.A.R. (fam. acc. référence)	573 213 \$	621 838 \$
	R	10	Séjourmelle	552 763 \$	599 423 \$
	R	9	Maison La Nacelle	542 538 \$	589 045 \$
	R	10	Maison D'héberg. la Volte-Face	552 763 \$	601 081 \$
Total R-04 - Mauricie-Centre-du-Québec		71	7	3 879 566 \$	4 211 314 \$
R-05 - Estrie	F ⁽⁵⁾	15	Escale Estrie	653 747 \$	724 421 \$
	R	10	La bouée région. Lac Mégantic	554 623 \$	608 002 \$
	F	9	Séjour la bonne oeuvre	544 429 \$	597 655 \$
	R	10	Méridienne maison d'hébergem.	473 949 \$	607 987 \$
Total R-05 - Estrie		44	4	2 226 748 \$	2 538 065 \$
R-06 - Montréal	non-membre ⁽⁵⁾	10	Y.W.C.A.	556 318 \$	613 438 \$
	R	15	Multi-Femmes	602 408 \$	650 204 \$
	R	15	Auberge transition	603 407 \$	651 203 \$
	R	12	Maison du réconfort	571 796 \$	619 133 \$
	R	12	Assistance aux femmes de Mtl	571 799 \$	619 136 \$
	non-membre	12	Escale pour elle (Montréal)	571 793 \$	619 130 \$
	non-membre ⁽⁵⁾	22	Cons. direc. l'armée du salut	673 840 \$	722 707 \$
	R	15	Refuge femmes l'Ouest de l'île	602 408 \$	650 204 \$
	non-membre	15	Dauphinelle	602 406 \$	650 202 \$
	R	12	Maison secours aux femmes Mtl	571 795 \$	619 132 \$
	F	16	Parados	612 610 \$	660 559 \$
	non-membre	15	Maison d'hébergement Anjou	602 411 \$	650 207 \$
	F	19	Auberge Madeleine	643 222 \$	691 630 \$
	F ⁽²⁾	9	Arrêt-source	541 180 \$	588 058 \$
	F	15	Inter-Val 1175	602 406 \$	650 202 \$
	non-membre	12	Mais. Marguerite Montréal	571 793 \$	619 130 \$
	F	16	Maison Flora Tristan	613 614 \$	661 563 \$
	non-membre ⁽²⁾	15	Passages ressources pour F.	602 428 \$	650 224 \$
	non-membre	16	Foyer femmes autochtones Mtl	612 614 \$	660 563 \$
	non-membre	20	Logifem	653 428 \$	701 989 \$
	F	12	Auberge shalom pour femmes	571 797 \$	619 134 \$
	F	15	Transit 24	602 406 \$	650 202 \$
	F	12	Mais. Dalauze c.héb. fem. viol	571 792 \$	619 129 \$
	non-membre ⁽⁵⁾	9	Bouclier d'Athéna, serv.famil.	541 181 \$	588 058 \$
	F	11	Mais. grise Montréal	561 589 \$	608 772 \$
	non-membre ⁽³⁻⁴⁾		Maison L'Océane	132 292 \$	134 276 \$
	F	11	maisons de l'Ancre	561 589 \$	608 773 \$
	F	20	La rue des femmes de Montréal	653 428 \$	701 989 \$
	non-membre ⁽³⁻⁴⁾		Passerelle	110 089 \$	111 740 \$
Total R-06 - Montréal		383	29	16 289 839 \$	17 590 687 \$
R-07 - Outaouais	F	7	Haïte-femme Haute-Gatineau	487 726 \$	532 827 \$
	F ⁽⁵⁾	14	Centre Mechtilde	542 645 \$	650 603 \$
	R	12	Maison unies vers femmes	572 828 \$	619 607 \$
	F	9	Maison Libère-Elles	542 165 \$	588 485 \$
	F	9	Entourelle	542 153 \$	588 470 \$
	F	9	Autre chez soi inc.	542 152 \$	588 470 \$
	R	9	Maison héb. pr Elles 2 Vallées	542 152 \$	588 470 \$
Total R-07 - Outaouais		69	7	3 771 821 \$	4 156 932 \$
R-08 - Abitibi-Témiscamingue	R	20	Alternative pour elles	650 258 \$	698 853 \$
	R	12	Mais. héberg. "Le Nid" Val d'Or	569 048 \$	616 413 \$
	R	10	Mais. Mikana	548 834 \$	595 896 \$
	R	8	Maison. d'hébergement Equinoxe	487 855 \$	533 994 \$
Total R-08 - Abitibi-Témiscamingue		50	4	2 255 995 \$	2 445 156 \$
R-09 - Côte-Nord	R	10	La maison, le coin des femmes	542 825 \$	589 222 \$
	R	12	Maison l'amie d'elle	574 049 \$	620 839 \$
	R	10	Maison des femmes Baie-Comeau	554 385 \$	600 852 \$
	non-membre ⁽³⁻⁴⁾		Mais. Anita-Lebel (2 ^e étape)	65 289 \$	66 269 \$
	non-membre	6	Mais. aide et héberg. Fermont	467 766 \$	513 448 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010
QUESTION 92
Maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté
Exercices financiers 2007-2008 & 2008-2009

Agence	Membre (1)	Nombre de places	Nom organisme	Total Maisons d'hébergement pour femmes	
				2007-2008	2008-2009
Total R-09 - Côte-Nord		38	5	2 204 314 \$	2 390 630 \$
R-10 - Nord-du-Québec	F	14	Maison d'hébergem. l'Aquarelle	581 659 \$	619 845 \$
Total R-10 - Nord-du-Québec		14	1	581 659 \$	619 845 \$
R-11 - Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	F	7	Maison d'héberg. l'Orée Pabos	480 802 \$	526 774 \$
	F ⁽⁵⁾	10	Le centre Louise-Amélie	555 095 \$	599 423 \$
	F	9	Mais. héberg. L'Aid'elle	542 153 \$	589 045 \$
	R	4	Maison aide et héb l'Accalmie	450 131 \$	431 375 \$
	F	9	Mais. héberg. Émergence	542 153 \$	589 045 \$
Total R-11 - Gaspésie-I-de-la-Madeleine		39	5	2 570 334 \$	2 735 662 \$
R-12 - Chaudière-Appalaches	R	9	Havre des femmes	573 144 \$	627 809 \$
	R	11	GITÉE INC.	606 407 \$	668 805 \$
	R	12	La Jonction pour elle inc.	630 266 \$	771 254 \$
	R	12	Hàvre Éclaircie	652 268 \$	675 897 \$
Total R-12 - Chaudière-Appalaches		44	4	2 462 085 \$	2 743 765 \$
R-13 - Laval	R	18	Maison le Prélude inc.	645 492 \$	693 934 \$
	R	12	Maison l'Esther	615 667 \$	671 669 \$
	R		Maison de Lina	420 977 \$	637 664 \$
	non-membre		Bouclier d'Athéna, serv.famil.	R-06	R-06
Total R-13 - Laval		30	3	1 682 136 \$	2 003 267 \$
R-14 - Lanaudière	R	12	Maison d'accueil La traverse	619 739 \$	678 350 \$
	non-membre ⁽⁵⁾	15	Regroup'Elles	366 678 \$	708 951 \$
	F ⁽⁵⁾		Regard en elle	650 704 \$	733 690 \$
Total R-14 - Lanaudière		27	3	1 637 121 \$	2 120 991 \$
R-15 - Laurentides	non-membre	15	Maison d'accueil le Mitan inc.	613 504 \$	663 293 \$
	R	12	Ombre-elle, maison d'hébergem.	595 228 \$	661 795 \$
	R	12	Maison d'Ariane	622 828 \$	673 265 \$
	R	12	Passe r elle Hautes-Laurent.	585 228 \$	641 191 \$
	F	10	Citad'elle de Lachute (La)	582 378 \$	658 496 \$
Total R-15 - Laurentides		61	5	2 999 166 \$	3 298 040 \$
R-16 - Montérégie	F	18	Accueil pour elle (L')	649 893 \$	701 142 \$
	R ⁽⁵⁾	18	Clé sur la porte maison d'héb.	660 070 \$	727 407 \$
	R	14	Maison Hina inc.	609 209 \$	673 956 \$
	R	15	Horizon pour elle	619 374 \$	691 987 \$
	F	16	Pavillon Marguerite Champlain	649 547 \$	700 435 \$
	F	20	Carrefour pour elle	670 239 \$	722 097 \$
	F	10	Maison hébergement Simonne-M-C	588 509 \$	639 243 \$
	F ⁽⁵⁾	15	Maison La Source du Richelieu	633 678 \$	671 025 \$
	R	15	M. d'hébergement la Re-Source	619 376 \$	670 674 \$
	F	6	Rés. Elle Haut St-Laurent	468 171 \$	516 286 \$
	R	9	Héb.urg.viol.conj.Vaud.-Soul.	558 345 \$	608 322 \$
	non-membre	15	Maison Alice Desmarais	618 943 \$	679 673 \$
	Total R-16 - Montérégie		171	12	7 345 354 \$
R-17 - Nunavik	non-membre	11	Tunnavik (Kuujuaaraapik)	68 291 \$	150 000 \$
	non-membre	10	Tungaasuvik (Kuujuaq)	485 543 \$	690 492 \$
	non-membre	15	Iniitsiak (Salluit)	434 535 \$	532 092 \$
Total R-17 - Nunavik		36	3	988 369 \$	1 372 584 \$
Total du soutien régional aux maisons d'hébergement pour femmes violentée ou en difficulté ⁽⁶⁾		1263	109	60 578 540 \$	66 689 514 \$
National	F	R-06	Fédér. ress. d'héb. pour femm.	116 814 \$	118 566 \$
	R ⁽⁵⁾	R-06	Regroup.prov. maisons d'héber.	157 813 \$	160 180 \$
Total du soutien national aux regroupements des maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté			2	274 627 \$	278 746 \$
Total du soutien régional et national aux maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté			111	60 853 167 \$	66 968 260 \$

⁽¹⁾ R: Organismes membres du "Regroupement provincial des Maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugales".
F: Organismes membres de la "Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec".
⁽²⁾ Une grosse proportion du soutien est imputée au SBFR dans la catégorie "Maisons d'hébergement communautaire jeunesse" en raison d'une mission orientée vers les jeunes femmes.
⁽³⁾ Organismes soutenus sous cette catégorie mais non reconnus au titre de Maisons d'hébergement pour femmes.
⁽⁴⁾ Organismes offrant des services de deuxième étape.
⁽⁵⁾ Exclut le soutien financier imputé dans des catégories autres que "L'Hébergement pour femmes violentées".
⁽⁶⁾ Officiellement, 106 maisons d'hébergement sont reconnues aux fins du "Plan de développement de services des Maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale". L'écart entre les 109 organismes régionaux provient des trois organismes offrant des services de deuxième étape présentés ici à titre d'information.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 93- **Bilan des mesures appliquées en 2008-2009 pour sensibiliser les jeunes à la violence. Ventilation des sommes accordées à cette fin et prévisions des sommes accordées pour 2009-2010.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Étude des crédits 2009-2010

MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

- 94- Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2007-2008, 2008-2009 et prévisions pour 2009-2010. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

La réponse à cette question est incluse à la question 87.

Bibliothèque de l'Assemblée nationale



QL B 364 028